Second tour : le PS craint la déroute, l'UMP s'apprête à pavoiser

LE MONDE | 29.03.2014 à 11h16• Mis à jour le29.03.2014 à 11h17 |Par Service Politique

Va-t-on assister à une déferlante « bleue » ? Une subite mobilisation à gauche peut-elle éviter au PS une défaite cuisante ? Le FN va-t-il engranger les succès annoncés qui lui permettront d'entonner l'air d'une « tripolarisation » de la vie politique française ? Le second tour des élections municipales, dimanche 30 mars, doit répondre à ces questions.

Dans la semaine, chaque parti a fait ses comptes. Mesuré ses espoirs de gains. Commencé à pleurer ses pertes probables. Au total, selon nos estimations, plus de 100 villes de plus de 10 000 habitants peuvent basculer à droite (*Le Monde* du 28 mars), renversant l'ordre établi en 2008.

Au PS, le discours officiel appelle à la mobilisation citoyenne des abstentionnistes du premier tour, au sursaut républicain face au risque frontiste et à la bataille politique contre l'UMP… Mais, dans les rangs, nul ne semble y croire. *« C'est la branlée assurée, c'est tout »,* confie un haut responsable socialiste, résumant ce que pensent beaucoup de ses camarades.

En privé, pas un dirigeant ne prédit de sursaut au second tour. Rares sont ceux qui croient à une simple réaction, comme ce fut le cas en 1983. D'autant plus qu'avec la nouvelle hausse du chômage et la censure par le Conseil constitutionnel de la « loi Florange », de mauvaises nouvelles ont noirci dans la semaine un tableau déjà bien sombre.

Après le choc du premier tour, les socialistes ont pris le temps de l'analyse. Ils ont réalisé que l'abstention et la poussée du FN, réelles mais très médiatisées, avaient masqué l'enseignement le plus grave à leurs yeux : la bonne santé de la droite. *« On va perdre en quelques heures ce que l'on a mis des décennies à construire »,* s'alarme une vigie de l'Assemblée nationale, pleurant déjà sur les ruines futures du socialisme municipal.

LE PS TIRE UN TRAIT SUR MARSEILLE

Si nul n'envisage le scénario catastrophe d'une perte de Paris, le PS a déjà tiré un trait sur Marseille. Les plus pessimistes craignent la bascule à droite de grandes villes, qui feront figures de symboles : Toulouse, Strasbourg, Reims, Saint-Etienne ou Metz.

A Montpellier comme à Grenoble, les socialistes craignent surtout le ridicule. Dans l'Hérault, la victoire du dissident Philippe Saurel serait un camouflet, celle de l'UMP un naufrage. A Grenoble, l'écologiste Eric Piolle, arrivé en tête au premier tour, a mis la maison PS sens dessus dessous. La Rue de Solférino a retiré son investiture à Jérôme Safar, son candidat, qui a refusé de s'accorder avec Europe Ecologie-Les Verts.

Dans les rangs roses, on se désole aussi de la cacophonie au sommet de l'Etat. Après avoir tenté de minimiser la défaite du premier tour et affirmé qu'aucun changement de politique n'était à attendre, l'exécutif a rétropédalé, expliquant avoir *« entendu le message des Français »* et promettant davantage de « *justice sociale et fiscale »*. Le tout sur fond de bataille interne au gouvernement entre Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls, pour savoir qui occupera le fauteuil de premier ministre une fois les élections passées.

Pour le reste de la gauche, le bilan s'annonce en demi-teinte. Pour EELV, la prise de Grenoble permettrait d'oublier la perte de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Pour le PCF, un possible succès à Montreuil, justement, peut compenser la perte probable de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

L'UMP VEUT « AMPLIFIER LE VOTE UTILE »

Dans le camp adverse, à l'UMP, on s'est gardé d'en faire trop après le premier tour, flairant le piège qui consisterait à crier victoire trop vite, au risque de remobiliser l'électorat de gauche. *« Il n'est pas question de faire preuve de triomphalisme. Il faut rester mobilisés »,* a insisté Jean-François Copé, avant d'appeler les électeurs à *« amplifier »* leur *« vote utile »* en faveur de la droite. L'UMP espère mordre sur l'électorat frontiste dans les villes où ses candidats peuvent l'emporter, mais pâtissent d'une pénalisante triangulaire avec l'extrême droite. C'est notamment le cas à Strasbourg ou à Reims.

Les conditions semblent réunies pour que l'UMP et ses alliés centristes puissent pavoiser dimanche soir. Avant le premier tour, l'objectif affiché était de renverser le rapport de forces dans les quelque 1 100 communes de plus de 9 000 habitants contrôlées jusqu'à présent à 54,5 % par la gauche. Il devrait être rempli.

Le FN, lui, n'a pas attendu le second tour pour crier victoire. A Hénin-Beaumont, conquise au premier tour, le parti d'extrême droite pourrait ajouter Fréjus (Var), Beaucaire (Gard), Saint-Gilles (Gard)… Des victoires à Perpignan ou Avignon permettraient à Marine Le Pen d'ajouter à son tableau de chasse des succès de prestige. L'élection annoncée de Robert Ménard à Béziers (Hérault) sera aussi vue comme un trophée du FN, qui soutient le journaliste polémiste.

Le retour sur la scène locale est le premier motif de satisfaction pour Mme Le Pen. Les municipales de 2008 avaient été une bérézina frontiste : à peine 80 conseillers municipaux élus, aucune ville. *« Nous étions morts politiquement. Regardez où nous en sommes »,* se satisfait d'avance Mme Le Pen, dont le parti va devoir se confronter à l'exercice municipal, près de vingt ans après 1995. Il n'avait alors pas su convaincre.